

DROIT PRIVÉ

PRÉCIS

Droit civil

Les personnes La famille Les incapacités

6^e édition

François Terré
Dominique Fenouillet



DALLOZ

DR 798

DR 798

SOMMAIRE

Droit civil

Les personnes

La famille

Les incapacités

6^e édition
1996

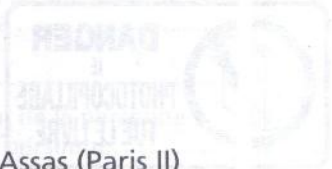
François Terré

Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

Membre de l'Institut

Dominique Fenouillet

Professeur à l'Université Paris-Sud (Paris XI)



24316 1/1

DALLOZ

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	VII	
PRÉLIMINAIRES	1	
LIVRE 1		
LA PERSONNE		7
TITRE 1. – INDIVIDUS ET PERSONNES PHYSIQUES		9
Sous-titre 1. – L'EXISTENCE DE LA PERSONNE		13
CHAPITRE 1. – LES COMPOSANTES DE LA PERSONNE		15
SECTION 1. – Le corps humain		15
SECTION 2. – La vie humaine		17
§ 1. – Le début de la personnalité juridique		19
A. – La solution classique		19
B. – La remise en cause de la solution		20
§ 2. – La fin de la personnalité juridique		28
A. – Le moment de la mort		29
B. – Le statut des morts		30
CHAPITRE 2. – LES INCERTITUDES SUR L'EXISTENCE DE LA PERSONNE		33
SECTION 1. – L'absence		33
§ 1. – La présomption d'absence		34
§ 2. – La déclaration d'absence		35
SECTION 2. – La disparition		37
Sous-titre 2. – LES DROITS DE LA PERSONNE		39
CHAPITRE 1. – LES DROITS DE L'HOMME		41

SECTION 1. – Liberté	41
1° Le corps	41
2° L'esprit	42
3° L'action	42
SECTION 2. – Égalité	43
SECTION 3. – Fraternité	46
CHAPITRE 2. – LES DROITS DE LA PERSONNALITÉ	47
SECTION 1. – L'intégrité physique	50
§ 1. – <i>Le corps humain</i>	50
A. – Règles générales	52
1° Le principe d'invulnérabilité	53
2° Le principe de non-patrimonialité	57
3° Les principes d'intégrité	64
a) Le principe d'intégrité du corps humain	64
b) Le principe d'intégrité de l'espèce humaine	65
B. – Règles particulières	67
1° Les tests et empreintes génétiques	67
2° Les prélèvements sur le corps humain	69
a) Généralités	69
b) Les produits du corps humain	70
c) Les éléments du corps humain	71
3° Protection des personnes qui se prêtent à des recherches biomédicales	74
§ 2. – <i>La vie humaine</i>	77
1° Le droit à la vie	77
2° Le droit à la mort ?	79
SECTION 2. – L'intégrité morale	81
A. – La dignité	82
B. – La conscience	83
C. – L'honneur	84
D. – L'innocence	85
E. – L'affection	87
SECTION 3. – La vie privée	87
A. – Protection de la vie privée	88
1° La notion de vie privée	90
2° L'atteinte à la vie privée	95
3° Les sanctions	96
B. – Les corollaires	97

1° L'image et la voix	97
a) L'image	97
b) La voix	99
c) Sanctions	100
2° Les correspondances	100
C. – Les développements	101
Sous-titre 3. – L'ÉTAT DE LA PERSONNE	103
CHAPITRE 1. – NOTION ET CARACTÈRES DE L'ÉTAT DE LA PERSONNE	105
SECTION 1. – La notion d'état de la personne	105
SECTION 2. – Les caractères de l'état de la personne	108
§ 1. – <i>L'impérativité de la règle</i>	109
§ 2. – <i>La personnalité de l'état</i>	109
A. – L'état de la personne est-il indisponible ?	110
B. – L'état de la personne est-il imprescriptible ?	114
1° La prescription extinctive	114
2° La prescription acquisitive	114
§ 3. – <i>L'originalité de l'action d'état</i>	116
CHAPITRE 2. – COMPOSANTES DE L'ÉTAT DE LA PERSONNE	122
SECTION 1. – Le sexe	122
§ 1. – <i>L'égalité des sexes</i>	123
§ 2. – <i>Le transsexualisme</i>	124
SECTION 2. – Le nom	127
§ 1. – <i>Détermination du nom patronymique</i>	127
A. – Le nom transmis	128
1° Filiation légitime	128
2° Filiation naturelle	129
a) La filiation de l'enfant n'est établie qu'à l'égard de l'un de ses auteurs	130
b) La filiation de l'enfant est établie à l'égard de ses deux auteurs	130
c) La légitimation	133
3° Filiation adoptive	133
B. – Le nom d'usage	134
1° Par l'effet du mariage	135
2° Par l'effet de la filiation	138

C. – Le nom attribué	139
§ 2. – Régime juridique du nom	140
A. – Une institution de police civile	140
1° Le port du nom	140
2° L'immutabilité du nom	141
B. – Un objet de droit	143
1° Le droit au nom	143
2° Le droit sur le nom	143
a) Existence du droit	144
b) Nature du droit	144
§ 3. – Les accessoires du nom	150
A. – Le prénom	150
1° Le choix du prénom	150
2° Le changement de prénom	152
B. – Les autres accessoires du nom	155
1° Le surnom	155
2° Le pseudonyme	155
3° Le titre de noblesse	156
CHAPITRE 3. – L'IDENTIFICATION DE LA PERSONNE	158
SECTION 1. – La localisation	160
§ 1. – Détermination du domicile	162
A. – Domicile volontaire	163
B. – Domicile légal	165
1° Domiciles légaux de dépendance	165
2° Domiciles légaux tenant à la profession ou au mode de vie	166
§ 2. – Caractères du domicile	167
A. – Nécessité du domicile	168
B. – Unicité du domicile	169
C. – Inviolabilité du domicile	172
SECTION 2. – L'écrit de l'autorité publique	173
§ 1. – Établissement des actes de l'état civil	176
A. – Personnel et documents	176
B. – Rédaction des actes	179
§ 2. – Fonctions des actes de l'état civil	182
A. – Fonction de publicité	182
B. – Fonction probatoire	184

§ 3. – Jugements en matière d'état civil	187
A. – Jugements d'annulation	187
B. – Jugements de rectification	188
C. – Jugements de suppléance	191
TITRE 2. – GROUPEMENTS ET PERSONNES MORALES	195
CHAPITRE 1. – L'EXISTENCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE	197
SECTION 1. – La controverse doctrinale	197
§ 1. – La théorie de la fiction	197
§ 2. – La théorie de la réalité	198
§ 3. – Les théories négatrices	199
SECTION 2. – Évolution du droit positif	201
CHAPITRE 2. – LES GROUPEMENTS DOTÉS DE LA PERSONNALITÉ MORALE	208
SECTION 1. – Les personnes morales de droit public	208
SECTION 2. – Les personnes morales de droit privé	209
§ 1. – L'existence des personnes morales	210
A. – Groupements de personnes	210
B. – Groupements de biens	212
§ 2. – Le traitement des personnes morales	213
A. – Naissance et mort des personnes morales	213
1° Naissance. Droit à l'existence	213
2° Mort des personnes morales	217
B. – Droits et obligations des personnes morales	218
C. – Identification des personnes morales	220
CHAPITRE 3. – LES GROUPEMENTS SANS PERSONNALITÉ MORALE	222
SECTION 1. – Les groupements non familiaux	222
§ 1. – Les groupements de personnes	223
§ 2. – Les groupements de biens	227
§ 3. – L'entreprise	229
SECTION 2. – Les familles	230

§ 1. – <i>Typologies</i>	230
A. – Diversité dans le temps	231
B. – Diversité dans l'espace	234
§ 2. – <i>Les cercles de famille</i>	236
§ 3. – <i>Les liens de famille</i>	239
A. – Liens constitutifs	239
1° La parenté	239
2° Le mariage	241
3° L'alliance	241
B. – Obligation alimentaire	242
1° Domaine de l'obligation alimentaire	242
a) Quant aux personnes	243
b) Quant à l'objet	245
2° Caractères de l'obligation alimentaire	246
a) Caractère personnel	246
b) Caractère réciproque	247
c) Caractère variable	248
d) Caractère <i>in solidum</i>	248
3° Exécution de l'obligation alimentaire	251
§ 4. – <i>Les biens des familles</i>	254
§ 5. – <i>Situation des familles</i>	256

LIVRE 2

LE COUPLE 261

TITRE 1. – LE COUPLE MARIÉ 263

CHAPITRE 1. – LA FORMATION DU MARIAGE 273

SECTION 1. – Conditions 273

Sous-section 1. – Conditions d'ordre physiologique 273

§ 1. – *Différence de sexe* 273§ 2. – *Âge de la puberté* 275§ 3. – *La santé ?* 275

Sous-section 2. – Conditions d'ordre psychologique 276

§ 1. – *L'existence du consentement* 277

A. – La manifestation de volonté 277

1° Les incapacités 277

a) Mariage des mineurs	278
b) Mariage des majeurs incapables	283
2° L'insanité d'esprit	283
B. – La rencontre des volontés	284
1° Courtage matrimonial	284
2° Promesses de mariage ou fiançailles	285
3° Le contenu de l'accord. Mariages simulés, mariages frauduleux, mariages de complaisance	288
4° Le formalisme du mariage	292
a) Formalités antérieures au mariage	292
b) La célébration du mariage	292
c) La preuve du mariage	296
§ 2. – <i>La protection du consentement</i>	299
Sous-section 3. – Conditions d'ordre sociologique	303
§ 1. – <i>Le rejet de la polygamie</i>	305
1° Mariage antérieur non dissous	305
2° Délai de viduité	306
§ 2. – <i>Le rejet de l'inceste</i>	307
SECTION 2. – Sanctions	310
Sous-section 1. – Oppositions à mariage	312
§ 1. – <i>Conditions de l'opposition</i>	314
A. – Conditions de fond	314
1° Opposition des ascendants	314
2° Opposition du conjoint ou de certains collatéraux	315
3° Opposition du tuteur ou curateur	316
4° Opposition du ministère public	317
B. – Conditions de forme	317
§ 2. – <i>Effets de l'opposition</i>	318
Sous-section 2. – Nullités de mariage	320
§ 1. – <i>Nullités relatives</i>	321
§ 2. – <i>Nullités absolues</i>	323
A. – Causes de nullité absolue	324
1° Défaut de consentement	324
2° Impuberté. Bigamie. Inceste	324
3° Clandestinité. Incompétence de l'officier de l'état civil	325
4° Fraude à la loi	327
B. – Régime des nullités absolues	329
1° Titulaires de l'action	329
a) Personnes n'ayant pas à justifier d'un intérêt pécuniaire	329

b) Personnes devant justifier d'un intérêt pécuniaire	329
c) Ministère public	330
2° Obstacles à l'action	330
§ 3. – <i>De l'inexistence du mariage</i>	332
§ 4. – <i>Effets de l'annulation</i>	334
A. – Le principe de rétroactivité	334
B. – Dérogations à la rétroactivité du mariage nul : le mariage putatif	336
CHAPITRE 2. – LES EFFETS DU MARIAGE	341
SECTION 1. – Les rapports personnels	344
§ 1. – <i>Les devoirs mutuels</i>	344
A. – Fidélité	344
B. – Communauté de vie	345
C. – Secours et assistance	349
1° Le devoir de secours	349
2° Le devoir d'assistance	350
3° Sanctions	351
§ 2. – <i>Les missions conjointes</i>	351
A. – La direction de la famille	351
B. – La résidence de la famille	353
SECTION 2. – Les rapports pécuniaires	355
§ 1. – <i>Le régime matrimonial primaire</i>	355
A. – Mesures de coopération	355
1° La contribution aux charges du mariage	355
a) L'obligation de contribuer aux charges du mariage	356
b) Sanctions de l'inexécution	357
2° La protection du logement familial	358
3° La représentation entre époux	360
B. – Mesures d'autonomie	361
1° L'autonomie ménagère	361
a) Le pouvoir légal de chaque époux	362
b) La solidarité ménagère	363
2° L'autonomie bancaire	364
3° L'autonomie mobilière	366
a) Domaine de l'autonomie	366
b) Portée de l'autonomie	367
4° L'autonomie professionnelle	367
a) Le libre choix d'une profession	368
b) Les gains et salaires des époux	368
5° L'autonomie patrimoniale	369

C. – Mesures de crise	370
1° La représentation judiciaire	370
2° L'autorisation judiciaire	371
3° Mesures de sauvegarde	373
§ 2. – <i>La détermination du régime matrimonial</i>	375
A. – Le choix du régime matrimonial	376
1° La liberté des conventions matrimoniales	377
a) Conditions de fond	377
b) Conditions de forme	383
c) Effets du contrat de mariage	384
2° L'application du régime légal	384
B. – Le changement de régime matrimonial	387
1° Le principe de l'immutabilité du régime matrimonial	387
2° Le changement de régime matrimonial	389
CHAPITRE 3. – LE DÉMARIAGE. DIVORCE ET SÉPARATION DE CORPS	393
SECTION 1. – Le divorce	394
Sous-section 1. – Considérations générales	394
§ 1. – <i>Histoire</i>	394
§ 2. – <i>Droit comparé</i>	402
§ 3. – <i>Sociologie juridique</i>	403
Sous-section 2. – Fondements et caractères	406
§ 1. – <i>Fondements</i>	406
§ 2. – <i>Caractères</i>	409
Sous-section 3. – Règles communes	411
§ 1. – <i>Existence de cas de divorce</i>	411
1° Détermination limitative des cas de divorce	411
2° Unité ou pluralité des cas de divorce	413
3° Caractère facultatif des cas de divorce	415
§ 2. – <i>Procédure</i>	417
A. – Juridiction	417
B. – Action et demandes	424
C. – Instance	431
1° Informations initiales	432
2° Conciliation	432
3° Mesures provisoires	433
4° Preuves	434
5° Absence de publicité des débats	442

D. – Office du juge	443
E. – Voies de recours	446
§ 3. – <i>Effets du divorce</i>	449
A. – Points de départ	449
1° Point de départ des effets quant aux personnes	450
2° Point de départ des effets, quant aux biens, en ce qui concerne les époux	451
3° Point de départ des effets, quant aux biens, à l'égard des tiers	454
B. – Effets quant aux époux	454
1° Quant aux rapports personnels	455
2° Quant aux intérêts pécuniaires	455
C. – Effets quant aux enfants	458
1° Attribution de la garde des enfants mineurs	458
2° L'entretien et l'éducation des enfants	460
3° Administration et jouissance légales	462
Sous-section 4. – Les cas de divorce	462
§ 1. – <i>Divorce pour faute</i>	463
A. – Éléments constitutifs	463
1° Première condition : faits imputables à l'un des époux	464
2° Deuxième condition : violation des devoirs et obligations du mariage	465
a) Fidélité, secours, assistance, communauté de vie ..	465
b) Honneur, dignité, loyauté	467
c) Devoirs et obligations « du mariage »	469
3° Troisième condition : violation grave ou renouvelée ..	470
4° Quatrième condition : maintien intolérable de la vie commune	470
B. – Procédure	471
1° Fin de non-recevoir : la réconciliation	471
2° Instance	473
a) Requête initiale	473
b) Tentative de conciliation	474
c) Mesures provisoires	475
3° Instance devant le tribunal. Jugement. Voies de recours ..	478
C. – Effets	478
1° Divorce aux torts exclusifs	479
a) Donations, avantages et droits	479
b) Prestation compensatoire	481
c) Dommages-intérêts	489
2° Divorce aux torts partagés	492
§ 2. – <i>Divorce pour rupture de la vie commune</i>	493

A. – Cas de divorce	493
1° Premier cas : la rupture prolongée de la vie commune ..	493
2° Deuxième cas : l'altération durable et grave des facultés mentales	495
3° Garanties complémentaires	495
B. – Procédure	498
C. – Effets	499
§ 3. – <i>Divorce sur demande conjointe</i>	503
A. – Cas de divorce	503
B. – Procédure	504
C. – Effets	506
§ 4. – <i>Divorce pour faits reconnus par les deux époux</i>	508
1° Cas de divorce	508
2° Procédure	510
3° Effets	511
SECTION 2. – Séparation de corps	511
§ 1. – <i>Cas de séparation de corps</i>	512
§ 2. – <i>Procédure</i>	512
§ 3. – <i>Effets</i>	512
1° Effets quant aux personnes	513
2° Effets quant aux biens	514
§ 4. – <i>Cessation de la séparation de corps</i>	515
1° Décès de l'un des époux	515
2° Reprise volontaire de la vie commune	515
3° Divorce	515
TITRE 2. – LE COUPLE NON MARIÉ	519
CHAPITRE 1. – L'EXISTENCE DU COUPLE	521
SECTION 1. – Le phénomène	521
SECTION 2. – La preuve	525
CHAPITRE 2. – LA VIE DU COUPLE	528
SECTION 1. – Dans les rapports entre les concubins	528
§ 1. – <i>Rapports personnels</i>	528
§ 2. – <i>Rapports pécuniaires</i>	530

A. – Absence de régime matrimonial	530
B. – Substitut de régime matrimonial	532
SECTION 2. – Dans les rapports avec les tiers	534
§ 1. – <i>Le concubinage invoqué par les tiers</i>	534
§ 2. – <i>Le concubinage invoqué à l'égard des tiers</i>	534
CHAPITRE 3. – LA SÉPARATION	536
SECTION 1. – Les responsabilités	536
§ 1. – <i>L'auteur de la rupture</i>	536
§ 2. – <i>La mort d'un concubin</i>	537
SECTION 2. – La liquidation	539
LIVRE 3	
L'ENFANT	
	543
TITRE 1. – L'ÉTABLISSEMENT DU LIEN DE FILIATION	545
Sous-titre 1. – LA FILIATION PAR PROCRÉATION CHARNELLE	549
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. – VUE D'ENSEMBLE DU SYSTÈME JURIDIQUE DE LA FILIATION	551
SECTION 1. – Le principe d'égalité	557
§ 1. – <i>La filiation naturelle simple</i>	557
§ 2. – <i>La filiation naturelle adultérine ou incestueuse</i>	559
SECTION 2. – Le principe de vérité	562
§ 1. – <i>Exposé du principe</i>	562
A. – Apparition du principe	562
B. – Fondement du principe	564
§ 2. – <i>Portée du principe</i>	566
A. – Détermination de la portée	566
1° Les présomptions	568
a) Présomption et date de la conception	568
b) Présomption et preuve de la paternité	570

c) Présomption et possession d'état	571
2° Établissement non contentieux de la filiation	572
3° Établissement contentieux de la filiation	573
B. – Fondement des limites	574
CHAPITRE 1. – L'ÉTABLISSEMENT NON CONTENTIEUX DU LIEN DE FILIATION	577
SECTION 1. – La filiation volontairement déclarée : le titre	578
Sous-section 1. – La filiation légitime	580
§ 1. – <i>La preuve de la maternité légitime</i>	581
1° Acte de naissance et objet de la preuve	581
2° Acte de naissance et force probante	582
3° Acte de naissance et conditions d'établissement	582
§ 2. – <i>La preuve de la paternité légitime</i>	583
A. – Domaine d'application de la présomption	585
1° Le principe : la conception en mariage	585
2° Les aménagements	587
a) La légitimité de l'enfant conçu avant le mariage mais né pendant le mariage	587
b) L'illégitimité de l'enfant conçu ou né pendant le mariage	588
B. – La portée de la présomption	600
1° Une présomption simple	600
2° Une présomption irréfragable	601
Sous-section 2. – La filiation naturelle	601
§ 1. – <i>Les conditions de la reconnaissance</i>	602
A. – La volonté de l'auteur de l'acte	603
1° Existence et intégrité de la volonté	603
2° Objet de la volonté : la déclaration du lien biologique	605
B. – Le formalisme de l'acte	607
1° L'exigence d'une reconnaissance par acte authentique	607
2° L'atténuation du formalisme et la maternité naturelle	609
a) Reconnaissance paternelle et aveu de la mère	609
b) Acte de naissance et possession d'état	610
§ 2. – <i>Les effets de la reconnaissance</i>	613
A. – L'établissement du lien de filiation	613
1° La nature du lien établi	613
2° La portée du lien établi	614
B. – La force de la filiation établie	614
1° L'interdiction de la révocation	614
2° La contestation	615

3° La nullité	615
SECTION 2. – La filiation tacitement vécue : la possession d'état	616
Sous-section 1. – La notion	617
§ 1. – <i>Les éléments constitutifs de la possession d'état</i>	617
§ 2. – <i>Les qualités de la possession d'état</i>	618
Sous-section 2. – Le régime	619
§ 1. – <i>La possession d'état et le lien de filiation</i>	620
A. – La reconnaissance de la valeur probatoire autonome	621
1° Possession d'état et filiation légitime	621
2° Possession d'état et filiation naturelle	622
B. – Le renforcement de la valeur probatoire d'un titre	624
1° Possession d'état et complément d'un acte de nais-	
sance insuffisant	624
2° Possession d'état et titre rendu incontestable	625
§ 2. – <i>La preuve des faits constitutifs de la possession d'état</i>	629
CHAPITRE 2. – L'ÉTABLISSEMENT CONTENTIEUX DE LA FILIATION 632	
SECTION 1. – Les principes communs aux différentes actions	633
Sous-section 1. – Le régime procédural des actions	633
§ 1. – <i>La saisine du juge</i>	633
A. – La compétence des juridictions	633
B. – L'ouverture du droit d'agir	635
1° La prescription des actions	635
2° La qualité pour agir	636
3° Le caractère personnel des actions relatives à la filia-	
tion	636
4° L'indisponibilité des actions relatives à la filiation	637
§ 2. – <i>La décision du juge</i>	637
A. – Le contenu de la décision	638
B. – L'autorité de la décision	640
Sous-section 2. – Le régime probatoire des actions	642
SECTION 2. – Les principes spécifiques aux différentes actions	649
Sous-section 1. – Les actions en réclamation d'état	650
§ 1. – <i>L'unicité du système probatoire</i>	650
A. – La recherche de la maternité	650
B. – La recherche de la paternité	656

§ 2. – <i>La diversité de l'ouverture des actions</i>	667
A. – La réclamation d'état et la filiation légitime	667
1° La réclamation d'état exercée par l'enfant	667
2° La revendication d'enfant exercée par les parents	668
B. – La réclamation d'état et la filiation naturelle	670
1° La paternité naturelle	670
a) Les parties à l'instance	670
b) Les délais pour agir	672
c) Les fins de non-recevoir	673
2° La maternité naturelle	676
Sous-section 2. – Les actions en contestation d'état	681
§ 1. – <i>La contestation de la filiation légitime</i>	682
A. – La contestation d'état	682
B. – La contestation de la paternité légitime	684
1° Le désaveu du mari	685
a) Le désaveu de droit commun	686
b) Le désaveu par simple dénégation	690
c) Le désaveu en défense à l'action en réclamation	
d'état	692
2° La contestation par la mère après remariage avec le	
vrai père	693
a) Conditions de fond de la contestation	695
b) Conditions de délai et procédure	697
3° La contestation sur le fondement des articles 334-9 et	
322 interprétés <i>a contrario</i>	698
a) Interprétation <i>a contrario</i> de l'article 334-9 du code	
civil	698
b) Interprétation <i>a contrario</i> de l'article 322 du code	
civil	702
C. – La contestation de légitimité	707
§ 2. – <i>La contestation de la filiation naturelle</i>	708
A. – La contestation d'une reconnaissance	708
1° La recevabilité de l'action	709
2° Le bien-fondé de l'action	711
a) La preuve	711
b) Les conséquences	712
B. – La contestation d'une possession d'état	714
Sous-section 3. – Les conflits de filiations	714
§ 1. – <i>Les conflits prévenus</i>	715
§ 2. – <i>Les conflits résolus</i>	717
Sous-section 4. – L'action à fins de subsides	720

§ 1. – <i>Les conditions d'exercice de l'action</i>	722
A. – La demande	722
1° Les enfants bénéficiaires de l'action	722
2° L'exercice de l'action	723
3° Le bien-fondé de l'action	723
B. – La défense	725
1° Le défendeur	725
2° Les moyens de défense	725
§ 2. – <i>Les effets de l'action</i>	727
1° Action à fins de subsides et lien de filiation	727
2° Action à fins de subsides et allocation de subsides	729
a) La condamnation d'un défendeur unique	729
b) La condamnation des divers amants de la mère	731
CHAPITRE 3. – LA LÉGITIMATION	734
SECTION 1. – Le domaine d'application de la légitimation	735
§ 1. – <i>Les bénéficiaires de l'institution : tous les enfants naturels</i>	735
A. – Le mode d'établissement de la filiation naturelle	735
B. – La nature de la filiation naturelle	736
§ 2. – <i>Les procédés de légitimation</i>	738
A. – La légitimation par mariage	738
1° Le mariage légitimant de plein droit	738
2° Le mariage légitimant par décision judiciaire	739
B. – La légitimation par autorité de justice	740
1° Le contrôle de légalité	741
a) L'impossibilité du mariage	742
b) La possession d'état	743
c) Consentement d'un conjoint	743
d) Enfant vivant	744
2° Le contrôle d'opportunité	744
SECTION 2. – Les effets de la légitimation	745
Sous-titre 2. – LA FILIATION PAR ADOPTION	749
CHAPITRE 1. – LES CONDITIONS DE L'ADOPTION	753
SECTION 1. – Les conditions de fond de l'adoption	753
Sous-section 1. – Les conditions relatives à l'adoptant	753
§ 1. – <i>La situation conjugale de l'adoptant</i>	754
§ 2. – <i>La situation parentale de l'adoptant</i>	755

Sous-section 2. – Les conditions relatives à l'adopté	756
§ 1. – <i>L'âge de l'adopté</i>	756
§ 2. – <i>La situation familiale de l'adopté</i>	757
A. – Conditions communes aux deux types d'adoption	757
1° Enfant abandonné	757
a) Enfants dont les représentants ont consenti à l'adoption	757
b) Pupilles de l'État	759
c) Enfants déclarés judiciairement abandonnés	760
2° Enfant non encore adopté	763
B. – Conditions propres à l'adoption plénière	763
1° Le placement de l'enfant dans la famille adoptive	763
2° L'adoption de l'enfant du conjoint	764
Sous-section 3. – Les conditions relatives aux rapports entretenus entre adoptant et adopté	766
§ 1. – <i>Différence d'âge</i>	766
§ 2. – <i>Relations entre adoptant et adopté</i>	766
SECTION 2. – Le prononcé judiciaire de l'adoption	768
CHAPITRE 2. – LES EFFETS DE L'ADOPTION	772
SECTION 1. – Les effets de l'adoption plénière	772
§ 1. – <i>La substitution de la filiation adoptive à la filiation par le sang</i>	773
A. – La destruction du lien de filiation par le sang	773
B. – La création du lien de filiation adoptive	774
§ 2. – <i>L'irrévocabilité de l'adoption plénière</i>	775
SECTION 2. – Les effets de l'adoption simple	775
§ 1. – <i>L'adjonction à la filiation par le sang d'une filiation artificielle</i>	776
A. – La création d'un lien de filiation adoptive	776
B. – Le maintien du lien de filiation originaire	777
§ 2. – <i>L'issue de l'adoption simple</i>	778
A. – La révocation de l'adoption	778
B. – La transformation de l'adoption simple en adoption plénière	780

Sous-titre 3. – LA FILIATION PAR PROCRÉATION ASSISTÉE	781
CHAPITRE 1. – LE CHAMP D'APPLICATION DE LA PROCRÉATION ASSISTÉE	787
SECTION 1. – Les assistances médicales autorisées	787
§ 1. – <i>Les assistances expressément autorisées</i>	788
A. – Les techniques mises en œuvre	788
B. – Les gamètes utilisés	789
1° La procréation assistée à l'intérieur du couple	789
2° La procréation assistée avec gamètes d'un ou deux tiers donneurs	789
a) L'intervention d'un tiers donneur	789
b) L'accueil d'un embryon	792
§ 2. – <i>Les techniques formellement interdites</i>	795
SECTION 2. – Les couples bénéficiaires de l'assistance	798
§ 1. – <i>Une assistance réservée à certains couples</i>	798
A. – Un couple	798
B. – Les caractéristiques du couple	799
1° La différence de sexe	799
2° Une communauté effective d'affection	801
3° L'âge de procréer	802
4° L'interdiction de la procréation assistée <i>post mortem</i>	802
5° L'existence éventuelle d'autres conditions	803
§ 2. – <i>Une assistance destinée à répondre à une demande parentale</i>	804
A. – L'expression du consentement	804
1° La détermination du consentement	804
a) Objet du consentement	804
b) Cause du consentement	805
2° Les modalités d'expression du consentement	806
a) Conditions communes à toutes les assistances	807
b) Conditions propres à l'assistance avec intervention d'un tiers donneur	808
B. – Le maintien du consentement	811
1° La rétractation du consentement	811
2° La caducité du consentement	813
CHAPITRE 2. – LES EFFETS DE LA PROCRÉATION ASSISTÉE	814
SECTION 1. – La parenté imposée au couple demandeur	815
§ 1. – <i>L'obligation de faire établir la filiation</i>	815

A. – La déclaration de responsabilité	816
1° Les conditions de la responsabilité	816
a) Le père naturel	816
b) Les autres parents	817
c) Les règles de procédure	817
2° L'étendue de la responsabilité	819
B. – L'établissement forcé du lien de filiation	819
1° La paternité naturelle	820
a) Conditions de la déclaration judiciaire	820
b) Allocation de subsides	821
2° Les autres auteurs de l'enfant	822
§ 2. – <i>L'interdiction de contester la filiation établie</i>	824
SECTION 2. – La parenté occultée des donneurs de gamètes	827
§ 1. – <i>La dissimulation de la filiation biologique</i>	828
§ 2. – <i>L'exclusion de toute responsabilité</i>	829
TITRE 2. – LA CONDITION JURIDIQUE DU MINEUR	831
Sous-titre 1. – L'INCAPACITÉ DU MINEUR	833
CHAPITRE 1. – LES ACTES AUTORISÉS PAR EXCEPTION	837
SECTION 1. – Une autonomie ponctuelle	838
§ 1. – <i>L'autonomie personnelle</i>	838
§ 2. – <i>L'autonomie patrimoniale</i>	840
1° Les actes à caractère personnel	841
2° Les actes dépourvus de danger	842
SECTION 2. – L'autonomie procédurale : l'audition du mineur en justice	843
CHAPITRE 2. – LA CAPACITÉ CONFÉRÉE PAR L'ÉMANCIPATION	847
SECTION 1. – Les causes de l'émancipation	848
SECTION 2. – Les effets de l'émancipation	849
CHAPITRE 3. – LA SANCTION DE L'INCAPACITÉ	851

Sous-titre 2. – LES INSTITUTIONS DE PROTECTION DU MINEUR		855
CHAPITRE 1. – L'AUTORITÉ PARENTALE		859
SECTION 1. – L'autorité parentale sur la personne		865
Sous-section 1. – Le contenu de l'autorité parentale		865
§ 1. – Garde, surveillance, éducation		865
1°	Droit et devoir de garde	865
2°	Droit et devoir de surveillance	866
a)	Le droit aux relations personnelles des grands- parents	866
b)	Le droit de correspondance ou de visite des tiers ..	867
3°	Droit et devoir d'éducation	869
§ 2. – La sanction de l'autorité parentale sur la personne de l'enfant		870
1°	Sanction des droits	870
2°	Sanctions des devoirs	870
Sous-section 2. – La mise en œuvre de l'autorité parentale		871
§ 1. – Le modèle : l'exercice conjoint		872
A. – Le fonctionnement		872
1°	Le recours au juge	872
a)	La pratique familiale antérieure	873
b)	La décision judiciaire	874
2°	La présomption d'accord parental quant aux actes usuels	876
B. – Les cas		878
1°	Dans la famille légitime	878
a)	Famille unie	878
b)	Après divorce ou séparation de corps	878
2°	Dans la famille naturelle	882
a)	L'exercice conjoint de plein droit	883
b)	L'exercice conjoint sur déclaration conjointe des parents	886
c)	L'exercice conjoint sur décision judiciaire	888
§ 2. – L'exercice unilatéral		890
A. – Le fonctionnement		890
1°	Le droit de surveillance	890
2°	Le droit de visite et d'hébergement	892
B. – Les cas		895
1°	Dans la famille légitime	895
a)	Famille unie	895
b)	Après divorce ou séparation de corps	896

2°	Dans la famille naturelle	898
a)	Exercice unilatéral de plein droit	898
b)	Exercice unilatéral sur décision judiciaire	899
c)	Exercice unilatéral fondé sur la situation d'un parent, hors d'état d'exercer l'autorité	900
d)	Enfant légitimé	901
3°	Dans la famille adoptive	901
§ 3. – Le contrôle étatique exercé sur l'autorité parentale		902
A. – L'assistance éducative		903
1°	La saisine du juge	905
a)	Les conditions de fond	905
b)	Les conditions de procédure	906
2°	La décision judiciaire	907
a)	Le contenu de la décision	908
b)	La portée de la décision	910
B. – La déchéance		911
1°	Les cas de déchéance	912
a)	La déchéance prononcée par un jugement pénal ..	912
b)	La déchéance prononcée par le tribunal de grande instance	912
2°	Les effets de la déchéance	914
a)	Le sort de l'autorité parentale	914
b)	Le sort de l'enfant	914
c)	La durée de la déchéance	915
C. – La délégation		916
1°	Les cas	917
a)	La délégation par volonté expresse des parents	917
b)	La délégation sans volonté des parents	918
2°	Les effets de la délégation	919
D. – L'enfant confié à un tiers		920
1°	Les cas	920
2°	Les effets	922
a)	L'autorité sur l'enfant	922
b)	Une mesure provisoire	925
SECTION 2. – L'autorité parentale sur les biens		926
Sous-section 1. – L'administration légale		926
§ 1. – L'administration légale pure et simple		931
A. – Le fonctionnement		931
1°	Les pouvoirs des père et mère	932
a)	Actes d'administration et pouvoir d'agir seul	932
b)	Actes de disposition et cogestion	933
c)	Cogestion et autorisation judiciaire	935
d)	Actes interdits	936
2°	Les obligations de l'administrateur légal	937

B. – Les cas	939
§ 2. – <i>L'administration légale sous contrôle judiciaire</i>	942
A. – Le fonctionnement	942
B. – Les cas	944
Sous-section 2. – Le droit de jouissance légale	946
§ 1. – <i>La nature du droit de jouissance légale</i>	947
§ 2. – <i>L'attribution du droit de jouissance légale</i>	949
§ 3. – <i>L'étendue du droit de jouissance légale</i>	951
1° L'assiette de l'usufruit	951
2° La durée de l'usufruit	952
SECTION 3. – Le devoir d'entretien	953
§ 1. – <i>L'étendue du devoir d'entretien</i>	955
A. – Les débiteurs du devoir d'entretien	955
B. – L'objet du devoir d'entretien	957
C. – La durée du devoir d'entretien	958
§ 2. – <i>L'exécution du devoir d'entretien</i>	960
A. – L'exécution en nature	961
B. – L'exécution en valeur	961
CHÂPITRE 2. – LA TUTELLE	964
SECTION PRÉLIMINAIRE. – Les principes fondamentaux de la tutelle des mineurs	967
§ 1. – <i>Une charge familiale</i>	968
A. – Les fonctions tutélaires sont des charges	968
1° Une mission obligatoire	968
2° Une mission personnelle	970
3° Une mission gratuite	970
B. – La tutelle est une institution familiale	971
§ 2. – <i>Une institution placée sous contrôle étatique</i>	973
A. – Qualités requises pour exercer les fonctions tutélaires ...	974
B. – Le contrôle judiciaire	976
SECTION 1. – Les cas d'ouverture de la tutelle des mineurs	979
§ 1. – <i>Ouverture automatique de la tutelle</i>	980
A. – Enfant dont aucun des parents n'est en état d'exercer l'autorité	980

B. – Enfant naturel n'ayant été reconnu volontairement par aucun de ses parents	980
§ 2. – <i>Ouverture judiciaire de la tutelle</i>	982
A. – Ouverture d'une tutelle par le juge des tutelles	982
B. – Ouverture d'une tutelle à la requête d'un tiers	984
SECTION 2. – La mise en place des organes de la tutelle des mineurs	988
§ 1. – <i>Le tuteur</i>	988
A. – Modalités de désignation du tuteur	988
1° La tutelle testamentaire	988
2° La tutelle légale	990
3° La tutelle dative	991
B. – Durée de la fonction de tuteur	992
C. – Division de la fonction de tuteur	992
§ 2. – <i>Le conseil de famille</i>	993
§ 3. – <i>Le subrogé tuteur</i>	998
SECTION 3. – Le fonctionnement de la tutelle des mineurs	998
Sous-section 1. – Les pouvoirs respectifs du tuteur et du conseil de famille	999
§ 1. – <i>La direction de la personne de l'enfant</i>	1000
1° La répartition des pouvoirs entre le tuteur et le conseil de famille	1002
2° Le respect de la volonté des père et mère	1003
3° Le respect de la protection due à l'enfant	1003
§ 2. – <i>La gestion du patrimoine de l'enfant</i>	1004
A. – Les actes d'administration	1005
1° Les actes d'administration énumérés par l'article 456 du code civil	1006
a) Aliénation de certains meubles	1006
b) Conclusion des baux	1006
c) Gestion des valeurs mobilières	1008
2° Les actes énumérés par d'autres textes	1009
B. – Les actes de disposition	1009
C. – Les actes interdits	1014
Sous-section 2. – Le tuteur sous le contrôle du subrogé tuteur	1015
Sous-section 3. – Le tuteur soumis à diverses obligations personnelles	1018
§ 1. – <i>Obligations pesant sur le tuteur</i>	1018

1° Les obligations limitant au fond son pouvoir de gestion	1018
2° Les obligations l'assujettissant au respect de certaines formes	1019
a) Obligations de faire inventaire et de déclarer ses créances	1019
b) Obligation de rendre compte	1020
§ 2. - <i>Garanties du pupille</i>	1022

LIVRE 4

LES MAJEURS PROTÉGÉS 1025

TITRE 1. - LA CONDITION JURIDIQUE
DES MALADES MENTAUX
EN L'ABSENCE D'UN RÉGIME DE PROTECTION 1029

CHAPITRE 1. - LE STATUT PATRIMONIAL DES MALADES MENTAUX 1031

SECTION 1. - Les actes juridiques passés par un malade mental 1031

§ 1. - *Les conditions de la nullité* 1032§ 2. - *Le prononcé de la nullité* 1033

1° Du vivant du malade 1034

2° Après la mort du malade 1035

SECTION 2. - Les dommages causés par un malade mental 1037

CHAPITRE 2. - LE STATUT PERSONNEL DES MALADES MENTAUX 1039

SECTION 1. - Le principe de l'hospitalisation 1041

§ 1. - *Les deux modalités d'hospitalisation sans consentement du malade mental* 1042

1° L'hospitalisation à la demande d'un tiers 1042

2° L'hospitalisation d'office par l'autorité administrative 1043

§ 2. - *Les mesures tendant à éviter les hospitalisations abusives* ... 1044

1° Les contrôles exercés sur l'hospitalisation 1044

2° Le caractère provisoire de l'hospitalisation 1045

SECTION 2. - Les effets de l'hospitalisation 1047

TITRE 2. - LES RÉGIMES DE PROTECTION 1049

CHAPITRE 1. - LES CONDITIONS DU RÉGIME DE PROTECTION 1055

SECTION 1. - Les conditions de fond 1055

§ 1. - *Condition commune aux divers régimes* 1055

A. - La condition fondamentale 1056

B. - La constatation médicale 1057

§ 2. - *Domaine propre des divers régimes* 1058

A. - Le placement sous sauvegarde de justice 1059

B. - Le placement sous tutelle 1059

C. - Le placement sous curatelle 1060

SECTION 2. - Les conditions de forme 1063

§ 1. - *La procédure de placement* 1063

A. - Le placement initial 1063

1° Le placement sous sauvegarde de justice 1063

2° L'ouverture d'une tutelle 1065

3° L'ouverture d'une curatelle 1068

B. - La modification ultérieure 1069

1° Accentuation de la protection 1070

2° Allègement de la protection 1070

§ 2. - *La publicité du régime* 1072

A. - Publicité des mesures relatives à la sauvegarde de justice 1073

B. - Publicité des mesures relatives à la tutelle et à la curatelle 1074

CHAPITRE 2. - LES EFFETS DU RÉGIME DE PROTECTION 1076

SECTION 1. - Les effets de la sauvegarde de justice 1079

§ 1. - *L'ouverture de deux actions spéciales* 1080

A. - L'action en rescision pour lésion 1080

1° Les conditions de la nullité 1080

2° Le prononcé de la nullité 1082

B. - L'action en réduction pour excès 1083

§ 2. - *L'administration des biens du majeur protégé* 1084

1° Le mandat conventionnel 1085

2° La gestion d'affaires 1086

3° L'obligation, pour certaines personnes, de faire des actes conservatoires 1086

4° Le mandat judiciaire 1086

SECTION 2. – Les effets de la tutelle	1088
§ 1. – <i>L'incapacité du majeur en tutelle</i>	1088
A. – L'étendue temporelle	1088
1° La nullité de droit des actes postérieurs à l'ouverture de la tutelle	1089
2° La nullité éventuelle des actes antérieurs à l'ouverture de la tutelle	1089
B. – L'étendue matérielle	1090
1° L'atténuation de l'incapacité par décision judiciaire ..	1090
2° L'atténuation de l'incapacité par l'usage	1091
3° La capacité exceptionnelle d'effectuer certains actes ayant un caractère personnel	1091
§ 2. – <i>Les organes de la tutelle</i>	1093
A. – La tutelle familiale	1094
1° La tutelle ordinaire	1094
a) Organisation	1094
b) Fonctionnement	1096
2° La tutelle en forme d'administration légale	1097
B. – La tutelle extra-familiale	1098
1° La tutelle d'État	1098
2° La tutelle en gérance	1099
SECTION 3. – Les effets de la curatelle	1101
§ 1. – <i>L'incapacité du majeur en curatelle</i>	1101
A. – L'étendue de l'incapacité	1101
B. – Le sort des actes	1105
1° L'assistance du curateur était requise	1105
2° Le majeur en curatelle pouvait agir seul	1107
§ 2. – <i>Les organes de la curatelle</i>	1108
Index alphabétique	1113
Table des matières	1145



François Terré,
Agrégré des facultés de droit,
Professeur à l'Université
Panthéon-Assas (Paris II).
Membre de l'Institut.



Dominique Fenouillet,
Agrégré des facultés de droit
Professeur à l'Université
Paris-Sud (Paris XI).

Aptitude à être titulaire actif et passif de droits, la personnalité juridique est reconnue aux individus, les *personnes physiques*, ainsi qu'à des groupements, les *personnes morales*.

De sa naissance à sa mort, la personne physique a de nombreux droits. Elle est localisée, par son domicile ou sa résidence. Elle est identifiée, notamment par les actes de l'état civil. Des groupements sont aussi personnalisés (associations, syndicats, ...); d'autres ne le sont pas, notamment les familles.

Au fondement de celles-ci, il y a le *couple*. S'il est marié, la famille est légitime. Les conditions et les effets du mariage, ainsi que le démariage, notamment le divorce, ont évolué vers plus de liberté et d'égalité. Et, dans le même temps, les couples non mariés et la famille naturelle ont davantage été considérés.

Rapprochement semblable quant à l'*enfant*, légitime ou naturel. L'établissement – contentieux ou non – du lien de filiation (charnelle, adoptive, par procréation assistée) varie. La condition juridique du mineur découle de l'autorité parentale. Comme celle du *majeur protégé* – spécialement du malade mental –, elle concerne sa personne et ses biens (administration légale, tutelle, curatelle).

Exaltation croissante de la personne. Dégradation progressive de la famille. C'est une apparente corrélation de notre temps.

Visitez notre site internet : <http://www.dalloz.fr>



ISBN 2-247-03626-0
160 F

